

## L'ÉGLISE ORTHODOXE RUSSE AUJOURD'HUI, ENTRE TRADITION ET MODERNITÉ

ANTOINE NIVIÈRE

Dix ans après l'effondrement du régime soviétique et de l'idéologie résolument anti-religieuse qu'il véhiculait, l'Église orthodoxe fait figure d'élément incontournable au sein de la société russe post-communiste. La reconstruction de la cathédrale du Christ-Sauveur, en plein centre de Moscou, est le signe le plus éclatant de ce retour. Combien d'autres églises à travers l'immensité russe ont été ainsi rendues au culte, restaurées, reconstruites de toutes pièces ? Partout les mêmes scènes d'affluence aux offices, les monastères connaissent un regain de vocations, les écoles de théologies ouvrent à travers tout le pays. Du point de vue sociologique, les enquêtes d'opinion témoignent elles aussi de ce retour du religieux. Selon un sondage réalisé au mois d'avril 1999, 55 % de la population russe déclarait être orthodoxe, alors qu'en juin 1991 le nombre des Russes se disant orthodoxes n'était que de 34 %<sup>1</sup>. Par ailleurs, 9 % des personnes interrogées indiquaient appartenir à une autre religion que l'orthodoxie, tandis que le nombre des personnes

---

1. Cf. dépêche de l'agence de presse russe *Interfax* datée du 11 mai 1999.

qui se déclaraient athées n'était plus que de 31 % (alors qu'il était de 40 % en 1991).

Ces données doivent toutefois être comparées avec d'autres chiffres. Le patriarcat de Moscou affiche aujourd'hui un nombre de plus de 18 500 paroisses, gage de sa présence sur tout le territoire russe, ou plus exactement de l'ex-Empire car environ 9 000 de ces édifices sont situées en Ukraine, plus de 1 000 en Moldavie et près de 800 en Biélorussie. Nous pouvons estimer que le nombre des paroisses en Russie même ne dépasse pas les 7 000. C'est bien sûr trois fois plus qu'à la fin de l'époque soviétique, mais cela reste relativement peu comparé à l'immensité du territoire et à la densité de population dans certaines zones urbaines. En ville précisément, les témoignages concordent pour reconnaître que la fréquentation des célébrations liturgiques n'est guère assidue. Si 55 % de la population russe se déclare orthodoxe, le taux de fidèles pratiquants ne dépasse guère les 5 %. À Moscou, les statistiques de la police pour les deux dernières années écoulées ne font pas état de mouvement de foule très significatif durant la nuit de Pâques, la plus grande fête du calendrier orthodoxe. 750 000 personnes auraient participé aux célébrations nocturnes, soit une moyenne de 2 500 fidèles par paroisse (environ trois cents églises pour toute la capitale), ce qui n'est pas très important pour une mégapole de plus de huit millions d'habitants. La situation est donc très contrastée. Tout comme l'arbre ne doit pas cacher la forêt, la dédicace de la cathédrale du Christ-Sauveur accomplie dans des fastes et solennités officielles, dignes de la cérémonie célébrée pour la première église en 1883, ne peut pas faire oublier la réalité d'une Eglise en prise à de nombreux tiraillements et contradictions.

Au début des années quatre-vingt-dix l'un des meilleurs observateurs de la situation religieuse en Russie, le père Vsevolod Tchaplina, responsable du service de presse du patriarcat de Moscou, dressait le constat de l'hétérogénéité d'un corps ecclésial, composé d'éléments disparates, voire antagonistes :

« Il y a, tout d'abord, ces témoins vivants d'une authentique sainteté qu'il n'est pas besoin d'aller chercher dans des appartements communautaires à Moscou. Il y a également ce clergé au "ritualisme" casanier qui, tout étonné, entend parler des cours de catéchisme ouverts dans d'autres paroisses et des mouvements chrétiens de jeunesse, mais qui est persuadé que l'essentiel consiste à construire des lieux de culte et à compléter les rangs de la caste sacerdotale [...]. Il y a les prélats et les théologiens des "années soixante",

élèves de l'école libérale, mais qui n'ont jamais été capables d'expliquer aux croyants ne serait-ce que le sens de l'œcuménisme. Il y a tant dans les monastères que dans les paroisses, ces "néo-starets" dont l'influence sur les fidèles est beaucoup plus forte que celle des évêques, car leurs paroles au sujet des impies qui foulent de leurs pieds le sol de la Sainte Russie et leurs prédications sur la fin du monde se répandent de bouche à oreille plus vite que n'importe quel message solennel du patriarche. Il y a les nouveaux convertis issus de l'intelligentsia qui pensent de façon profonde, libre et souvent tout à fait religieuse, mais qui ne se souviennent pas toujours que la *babouchka* debout dans le narthex est, au même titre qu'eux, un membre à part entière du Corps mystique du Christ. Il y a ces komsomols et ces communistes, qui ont changé leur fusil d'épaule, se sont laissé pousser la barbe et partent à l'assaut du complot judéo-maçonnique et des hérétiques avec la même fougue qu'hier, lorsqu'ils attaquaient l'impérialisme et l'obscurantisme religieux. C'est enfin, cette masse de plusieurs millions de Chrétiens "nominaux" qui ne partagent pas les préoccupations, incompréhensibles à leurs yeux, des catégories de citoyens ci-dessus évoqués<sup>2</sup>. »

Force est de constater qu'à peu près dix ans plus tard la situation n'a guère changé, si ce n'est que tous les conflits latents à l'intérieur de l'Église ont éclaté au grand jour.

L'Église orthodoxe russe est traversée par des débats internes qui opposent conservateurs et réformistes. Au sein du clergé moscovite, la ligne de fracture n'est pas entre partisans et adversaires de la Tradition car tous se réclament d'un retour à la Tradition. Mais le problème est de savoir où situer les barrières de la Tradition. Pour les éléments les plus conservateurs qui sont d'accord pour fustiger l'état actuel des choses avec son héritage de compromis passés entre le patriarcat de Moscou et le régime soviétique, le stade à ne pas dépasser est le début du XX<sup>e</sup> siècle. Autrement dit, il faut revenir à la situation d'avant la révolution. Lors d'un colloque sur « Mémoire et oubli dans l'Église et dans la société. Bilan de l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle » qui s'est tenu en septembre 2000, à Moscou, l'académicien Serge Avérintsev lançait une mise en garde contre toute tentation de retour en arrière, tandis que, plus pessimiste, le père Georges Kotchetkov, un scientifique devenu prêtre, estimait pour sa part que ce retour en arrière avait déjà eu lieu et que l'on était revenu à la situation de l'Église russe au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. En la matière, le père Kotchetkov sait de quoi il parle.

2. *Ogonek*, Moscou, 1992, n° 2, cité dans A. Nivière. *Les Orthodoxes russes*. Maredsous, 1993, éd. Brépols, coll. Fils d'Abraham, p. 161-162.

La communauté paroissiale et la Fraternité de la Sainte- Rencontre, qu'il a fondées à Moscou au début des années quatre-vingt-dix, sont rapidement devenues la cible des courants les plus rétrogrades au sein du clergé moscovite, rassemblés autour de l'Institut Saint-Tikhon, un centre de formation théologique très actif, mais où l'enseignement se veut tout à fait traditionnel. À l'opposé, la communauté du père Kotchetkov, l'une des plus dynamiques de la capitale russe, drainant un large public, notamment de jeunes intellectuels, a donné naissance à l'Institut Saint-Philarète, un centre de catéchuménat lui aussi très actif et très fréquenté (plus de deux mille inscrits), mais où l'accent est mis sur une réflexion critique qui cherche à s'épurer de toutes les scories des traditions locales pour renouer avec la Tradition. C'est donc sur fond d'antagonisme entre ces deux écoles, derrières lesquelles se cachent deux approches de la Tradition, antagonisme qui n'est pas sans rappeler la crise de l'école gréco-slavo-latine dans la Moscovie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle<sup>3</sup>, que les courants conservateurs ont commencé par exercer de fortes pressions sur le patriarche pour obtenir la condamnation du père Kotchetkov auquel ils reprochaient aussi bien des expériences pastorales et liturgiques jugées « réformistes » — russification de la langue liturgique, participation plus active du peuple à la célébration, création de petites communautés de réflexion spirituelle — que des formulations dénoncées comme ambiguës, voire non-orthodoxes dans son enseignement, ainsi que son comportement personnel, « intransigeant avec ceux qui ne partagent pas ses vues<sup>4</sup> ». En guise de premier avertissement, le père Kotchetkov fut prié d'abandonner des pratiques jugées « non-conformes à la tradition ». L'église que sa communauté occupait dans le centre de Moscou lui fut retirée et l'Institut Saint-Philarète dut trouver de nouveaux locaux. La pression continua jusqu'à ce qu'en juillet 1997 un incident, organisé de toutes pièces en pleine célébration, dans la nouvelle paroisse du père Kotchetkov<sup>5</sup>, abou-

3. Cf. A.M. Pantchenko, *Russkaja kul'tura v kanun Petrovskih reform*, Moscou, 1987.

4. Cf. *Service orthodoxe de presse* (SOP), Courbevoie, n° 186, p. 8 ; n° 194, p. 7 ; n° 215, p. 6.

5. L'évacuation, en pleine célébration du père Michel Doubovitski, le deuxième prêtre de la paroisse, que l'on a dû faire sortir de l'église alors qu'il était pris d'une crise de schizophrénie nécessitant son hospitalisation en urgence, a fourni, semble-t-il, un prétexte à ces personnes hostiles au père Kotchetkov, qui ont immédiatement diffusé une version affirmant que le père Michel Doubovitski aurait été frappé avant de se voir administrer de force des neuroleptiques, version qui a été finalement

tisse à une lourde condamnation du prêtre et de douze de ses plus proches collaborateurs, le premier se voyant interdit *a divinis*, les autres excommuniés jusqu'à acte de contrition<sup>6</sup>. Toutefois, en dépit de la dispersion de la communauté paroissiale du père Kotchetkov, les structures de formation théologiques et catéchétiques mises en place autour de lui purent continuer leurs activités, contrairement à ce qu'avaient probablement escompté ses détracteurs. En mars 2000, le père Kotchetkov a été en partie rétabli dans ses fonctions, mais les soupçons de « déviations dogmatiques » planent encore sur lui.

Au-delà des attaques personnelles, c'est à un débat sur la nature même de la théologie et des rapports de l'Église au monde moderne auquel nous assistons. Là encore, les tensions entre tenants d'une ligne résolument conservatrice et partisans d'une approche moins figée, plus ouverte, se font sentir. Elles ont éclaté au grand jour avec l'autodafé d'Ekaterinbourg, ville de l'Oural, où les livres de plusieurs théologiens orthodoxes contemporains ont été brûlés dans la cour du séminaire local sur ordre de l'évêque diocésain, au début du mois de mai 1998. L'affaire, révélée quelques semaines plus tard par un quotidien moscovite<sup>7</sup>, a rapidement suscité une vive émotion en Russie même et dans les milieux orthodoxes d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord puisque parmi les auteurs incriminés figuraient trois théologiens des plus marquants de l'émigration russe, les pères Alexandre Schmemmann, Jean Meyendorff et Nicolas Afanassieff<sup>8</sup>. Comme le soulignait à l'époque la *Nezavissimaïa gazeta*, le jugement de nature dogmatique porté sur l'œuvre de ces théologiens dont le rayonnement a largement dépassé les limites confessionnelles du monde orthodoxe, pouvait paraître d'autant plus paradoxal que l'évêque Nikon (Mironov) lui-même, âgé de 38 ans, était encore en train de terminer ses études de théologie par correspondance à l'Académie ecclésiastique de Moscou. Après avoir essayé de nier la réalité des faits, puis de tergiverser par le biais d'une commission d'enquête, le saint-synode de

---

retenue par les autorités ecclésiastiques, nonobstant la lettre ouverte adressée au patriarche Alexis II, le 19 août 1997, et dans laquelle plus d'un millier de laïcs orthodoxes russes prenaient la défense du père Georges Kotchetkov, cf. SOP, n° 211, septembre-octobre 1996, p. 11.

6. Décret du patriarche daté du 9 octobre 1997.

7. *Nezavisimaja Gazeta*, 29 mai 1998.

8. Cf. SOP, n° 230, juillet-août 1998, p. 3.

l'Eglise orthodoxe russe, a fini par se désolidariser de l'évêque Nikon (Mironov), qui a été relevé de ses fonctions. Au-delà d'un simple acte d'autoritarisme personnel, les décisions de l'évêque d'Ekaterinbourg semblent caractéristiques de l'état d'esprit qui règne dans une partie du clergé orthodoxe russe. Déjà en 1995 et 1996, des prêtres et des laïcs orthodoxes russes avaient publié anonymement deux recueils d'articles visant à « préserver l'intégrité et la sainteté de l'orthodoxie » face à des courants considérés comme « modernistes et réformistes », auxquels ils reprochent notamment d'imposer « des doctrines philosophico-religieuses contemporaines, imprégnées de l'esprit de la réforme protestante, du modernisme latin actuel et des idées théologiques libérales de l'"école de Paris"<sup>9</sup> ».

Dans une large mesure, ces réactions reflètent les crispations d'une société qui, après soixante-dix ans de totalitarisme, est encore peu habituée au pluralisme, dans un pays qui a quelque peine à devenir pleinement un « Etat de droit », ainsi que l'a relevé d'ailleurs un récent rapport du Conseil de l'Europe. Ces carences n'épargnent pas les membres de l'Eglise : car comme le soulignait dans une interview un prêtre de paroisse à Saint-Petersbourg, le père Igor Filine, « le clergé ne tombe pas du ciel, il est issu du même moule que le reste de la société<sup>10</sup> ». S'y ajoute la difficulté qu'éprouve le corps ecclésial, au sein d'une société post-communiste ayant souvent perdu tout repère tangible, à redécouvrir une Tradition vivante et créatrice et à renouer avec une théologie de la conciliarité qui a précisément été au centre de l'œuvre des théologiens dont les ouvrages sont aujourd'hui attaqués.

La même ligne de partage se retrouve sur l'épineux dossier de l'ouverture aux autres confessions chrétiennes. Alors que les relations avec les autres grandes religions traditionnelles en Russie, islam, judaïsme et bouddhisme, sont relativement bonnes — même la guerre en Tchétchénie n'a pas vraiment détérioré le climat entre les responsables orthodoxes et musulmans —, les relations de l'Eglise orthodoxe russe avec les autres Eglises chrétiennes, catholique et protestantes, sont assez tendues. Plus d'ailleurs au niveau international qu'au niveau local, où les contacts sont pratiquement

---

9. Cité par SOP, n° 218, mai 1997, p. 11.

10. *Pravoslavnyj Sankt-Peterbourg*, 1998.

inexistants, à l'exception des travaux du Comité consultatif chrétien interconfessionnel de Russie qui a été créé en 1994 en partie à la demande des autorités civiles russes. Placé sous la coprésidence du métropolite Cyrille de Smolensk, responsable du département des relations extérieures du patriarcat de Moscou, de l'archevêque Taddeus Kondrusiewicz, administrateur apostolique pour la Russie d'Europe, et du pasteur Piotr Konovaltchik, président de l'Union des chrétiens-baptistes de Russie, ce comité a organisé trois conférences interreligieuses, la première à Moscou en 1994, la deuxième à Minsk en 1996, et la troisième à nouveau à Moscou en novembre 1999<sup>11</sup>, mais les retombées pratiques de ces initiatives communes semblent assez minces.

Depuis plusieurs années, le dialogue officiel entre le patriarcat de Moscou et le Vatican stagne. Mettant en cause l'attitude hostile des grecs-catholiques d'Ukraine à l'égard des orthodoxes ainsi que la mise en place par le Vatican de structures ecclésiales sur le territoire russe sans commune mesure avec « les besoins pastoraux de [ses] fidèles », les responsables du patriarcat de Moscou reprochent aux officiels catholiques de s'adonner à « un œcuménisme de façade », pour reprendre l'expression du père Hilarion Alfeïev, responsable de l'œcuménisme au Département des relations extérieures du patriarcat de Moscou, dans une interview au quotidien catholique italien *L'Avvenire* en mai 1998<sup>12</sup>. Dans la même interview, tout en reconnaissant la « grande injustice » commise contre les uniates en 1946, quand leur Eglise fut liquidée sur ordre de Staline, le père Alfeïev a ajouté qu'« on ne peut pas rétablir la vérité historique par une autre injustice et par l'occupation violente des lieux de culte ». Depuis la résurgence de l'Eglise uniате au début des années quatre-vingt-dix, le patriarcat de Moscou a pratiquement perdu toutes ses paroisses dans les régions occidentales de l'Ukraine, parfois non sans l'intervention brutale des autorités locales entièrement dévouées à la cause de l'indépendance ukrainienne. D'une manière plus générale, les responsables de l'Eglise orthodoxe russe considèrent qu'« en certains lieux de la Russie, le nombre de prêtres catholiques dépasse les besoins pastoraux de leurs fidèles ». « Nous avons l'impression qu'ils s'occupent de la conversion à l'Eglise catholique des orthodoxes ou de ceux qui

11. Cf. SOP, n° 190, p. 14 ; n° 212, p. 16 ; n° 244, p. 5.

12. Cité par SOP, n° 229, juin 1998, p. 9.

veulent le devenir. Pour nous, le prosélytisme et tout type d'action qui s'y rapporte sont un mal pour l'Eglise [qui est] présente sur le territoire en question », a expliqué le père Alfeïev, dont les déclarations intervenaient peu après la nomination par le Vatican de deux nouveaux évêques de rite latin sur le territoire russe (ils sont cinq au total aujourd'hui), l'un, Polonais, en Russie d'Europe, l'autre, originaire d'Allemagne de l'Est, en Sibérie. Dans ces conditions le projet de rencontre entre le pape Jean-Paul II et le patriarche Alexis II, voire même d'un voyage du pape en Russie, paraît peu envisageable dans l'immédiat. D'ores et déjà, le patriarche de Moscou a placé la barre très haut, en formulant deux conditions préalables à une telle rencontre : la résolution du contentieux sur les lieux de cultes en Ukraine occidentale et l'arrêt du prosélytisme catholique en Russie. « Quand ces obstacles auront été éliminés, il pourra alors être question d'une visite [du pape] », a-t-il affirmé<sup>13</sup>.

La même attitude de suspicion et de défiance se retrouve dans les relations avec les communautés issues de la Réforme et surtout à l'égard du Conseil œcuménique des Eglises (COE), une institution œcuménique internationale où les protestants sont majoritaires. Là encore le patriarcat de Moscou dénonce des campagnes massives de prosélytisme sur ce qu'il considère être « son territoire canonique ». En fait, ces reproches visent essentiellement de riches et énergiques évangélistes nord-américains, une branche en-dehors du protestantisme traditionnel, qui ont trouvé dans les sociétés post-communistes frappées de vacuum spirituel des proies faciles à séduire auxquelles ils font miroiter des bourses d'études aux Etats-Unis et autres avantages matériels. Ce phénomène est toutefois trop marginal pour présenter un danger majeur. Plus grave est la crise qui s'est ouverte avec le COE dont l'Eglise orthodoxe russe est membre depuis 1961. Son adhésion a eu lieu à l'époque pour des raisons très politiques. D'une part, le patriarcat de Moscou escomptait par cet engagement obtenir une certaine ouverture vers les Eglises occidentales et ainsi un soutien face au régime soviétique, mais dans le même temps les autorités communistes entendaient utiliser cette présence pour leur politique internationale dans les instances religieuses mondiales. Cette collusion originelle entre communisme et œcuménisme donne aujourd'hui à ce dernier mot

---

13. Cf. interview du patriarche Alexis II par Vittorio Strada, dans *Corriere della Sera*, édition du 10 août 2000.

une image très négative dans bien des milieux orthodoxes russes en général, d'où les interrogations formulées quant au bien-fondé de la poursuite de la participation au mouvement œcuménique et notamment au COE. Il est reproché au COE de ne pas prendre suffisamment en compte l'opinion de ses Églises-membres orthodoxes (minoritaires en nombre) et de plus ou moins cautionner certaines tendances apparues parmi une partie des Églises protestantes membres du COE, concernant notamment l'accès des femmes à la prêtrise, l'utilisation du langage inclusif dans la Bible et les prières, la révision des normes morales du christianisme dans le domaine de la famille, autant d'innovations qui ne sont absolument pas acceptables pour les Églises orthodoxes et qui choquent nombre de leurs fidèles. Certains membres du clergé russe ont d'ores et déjà appelé de leur souhait le retrait du patriarcat de Moscou de toutes les organisations œcuméniques, mais l'épiscopat s'est jusqu'à présent prononcé pour la poursuite de cet engagement, tout en demandant une redéfinition de la nature du COE et une réorientation de ses objectifs. Déjà, en 1998, les Églises orthodoxes de Géorgie et de Bulgarie se sont unilatéralement retirées du COE. Une décision identique de la part de l'Église russe remettrait en question la participation de plusieurs autres Églises orthodoxes dans le mouvement œcuménique et provoquerait un véritable séisme dans les relations interchrétiennes au niveau mondial cette fois.

Toutes ces tensions à l'intérieur et à l'extérieur de l'Église sont le signe d'une liberté retrouvée, d'une liberté telle que l'Église russe ne l'a pratiquement jamais connue au cours de son existence maintenant millénaire. Elle doit aujourd'hui faire le dur apprentissage de la liberté, redéfinir ses relations avec le pouvoir politique, avec la société, avec les autres confessions chrétiennes. C'est ce qu'elle s'est efforcée de réaliser récemment lors d'une assemblée plénière de l'épiscopat. Réunie à Moscou du 13 au 16 août pour marquer le jubilé chrétien de l'an 2000, l'assemblée de l'épiscopat russe (*arhierejskij sobor*) à laquelle participaient cent quarante-quatre évêques a adopté une série de décisions importantes, notamment la canonisation des martyrs et confesseurs de la foi en Russie au XX<sup>e</sup> siècle — parmi lesquels le dernier empereur de Russie et les membres de sa famille inscrits sur la liste des saints au rang de ceux qui « ont souffert passion » (*strastoterpcy*) —, la rédaction de nouveaux statuts administratifs pour le patriarcat de Moscou et enfin l'adoption d'un volumineux document de près de

cent pages développant les conceptions de l'Eglise dans le domaine politique et social<sup>14</sup>. Ce dernier document mérite une analyse détaillée de par l'innovation qu'il représente en lui-même, mais aussi du fait de l'ampleur des thèmes qu'il aborde (problèmes économiques et sociaux, peine de mort, protection de la famille et morale sexuelle, relations éthique médicale et bioéthique, écologie). Nous ne retiendrons ici que les aspects concernant les relations entre l'Eglise, l'Etat et la société<sup>15</sup>.

Alors que l'Eglise catholique romaine a formulé sa doctrine sociale, en 1891, dans l'encyclique *Rerum Novarum*, les Eglises orthodoxes n'avaient pas jusqu'à présent publié de document officiel de ce genre. L'Eglise russe est la première d'entre elles à adopter un texte de référence sur des sujets aussi variés que les relations Eglise-Etat, l'engagement chrétien dans la vie politique et sociale, la justice, la politique de la famille, la morale sexuelle, les problèmes liés à la bioéthique et à la protection de l'environnement naturel, les relations entre l'Eglise et les médias. Préparé dans le plus grand secret par un petit groupe de travail réunissant une dizaine de théologiens sous la présidence du métropolite Cyrille de Smolensk, responsable du département des relations extérieures du patriarcat de Moscou, ce document lance également une mise en garde contre le processus de mondialisation des rapports économiques, sociaux et culturels tout en dénonçant les dérives de la sécularisation sur le modèle occidental qui frappent aujourd'hui de plein fouet les pays d'Europe orientale. L'adoption de ce texte a été interprétée par la presse religieuse russe comme une victoire des tenants d'une ligne plutôt libérale au sein de l'épiscopat. Ce document, estime notamment l'un des spécialistes du supplément religieux de la *Nezavissimaïa Gazeta*, témoigne de ce que l'Eglise russe est « prête au dialogue avec le monde moderne ».

Les relations entre l'Eglise et l'Etat occupent toute la première partie du texte. Après un long aperçu de l'histoire de ces relations en Orient, en Occident et en Russie, les évêques se prononcent résolument pour une stricte séparation entre l'Eglise et l'Etat, en raison de la nature et des objectifs différents de ces deux institutions :

14. Cf. SOP, n° 251, septembre-octobre 2000, p. 2-3.

15. Ce document, intitulé *Osnovy social'noj koncepcii Russkoj Pravoslavnoj Cerkvi*, est disponible sur le site Internet du patriarcat de Moscou (<http://www.russian-orthodox-church.org.ru>).

« L'Eglise ne doit pas prendre sur elle les fonctions qui incombent à l'Etat [...] L'Etat ne doit pas s'immiscer dans la vie de l'Eglise, son administration, sa doctrine, sa vie liturgique, sa pratique spirituelle. »

En matière de régime politique, l'assemblée exprime sa nostalgie pour la période constantinienne, en reconnaissant que la monarchie était une « institution de droit divin » tandis que « les régimes démocratiques actuels, y compris ceux de forme monarchique, ne recherchent pas de sanction divine », mais elle s'interdit d'exprimer de la part de l'Eglise une préférence pour telle ou telle forme de régime.

Tout en soulignant le respect de l'Eglise et de ses fidèles à l'égard des pouvoirs en place, les évêques, pour la première fois dans l'histoire de l'orthodoxie russe, affirment avec fermeté le droit à la désobéissance civile en cas de conflit entre l'Eglise et l'Etat :

« L'Eglise fait preuve de loyauté vis-à-vis de l'Etat, mais le commandement divin qui nous invite à accomplir le salut des hommes en toutes circonstances est plus important que cette exigence de loyauté. Si le pouvoir exige des croyants de renoncer au Christ et à son Eglise, ou s'il les force à des péchés, à des actions néfastes au salut de l'âme, l'Eglise doit refuser de se soumettre à l'Etat. »

Plus loin dans ce même document, les évêques reviennent sur ce sujet en ces termes :

« Quand l'accomplissement des exigences de la loi menace le salut éternel, suppose un acte d'apostasie ou l'accomplissement de tout autre péché incontestable à l'égard de Dieu et de notre prochain, chaque chrétien est appelé à confesser sa foi avec courage [...]. Il doit ouvertement s'exprimer par les moyens légaux contre cette transgression des commandements divins commise par l'Etat ou la société, et si une telle intervention légale s'avère impossible ou sans effet, il peut adopter une attitude de désobéissance civile. »

Le principe de la liberté de conscience est reconnu comme une sorte de « mal nécessaire », car s'il témoigne de la perte des valeurs religieuses de la société et d'un indifférentisme grandissant, dans le même temps ce principe s'avère un moyen efficace pour assurer l'existence de l'Eglise dans un monde sans religion, en donnant à l'Eglise un statut légal dans un Etat sécularisé et en assurant son indépendance face aux autres confessions. L'Eglise appelle à un engagement actif des chrétiens dans la vie politique du pays et se prononce en faveur de l'émergence de formations politiques d'inspiration chrétienne, afin de témoigner des valeurs de l'Eglise dans le débat politique. L'assemblée réitère son refus d'une participation directe du clergé dans la vie politique, notamment lors des élec-

tions, auxquelles les membres du clergé ne peuvent se porter candidats. « La non-intervention de l'Eglise dans le débat politique, dans l'action des partis politiques et dans les campagnes électorales ne signifie pas son refus d'exprimer publiquement son opinion sur les problèmes de société importants », déclare encore l'assemblée.

Ce document marque un tournant radical dans l'histoire des relations entre l'Eglise et l'Etat en Russie. Il rompt tout d'abord avec le passé récent de l'époque soviétique, en manifestant la volonté de la hiérarchie religieuse de se libérer de la tutelle de l'Etat et d'exprimer ses propres idées, voire de les défendre publiquement si elles sont contraires à celles de l'Etat. Renouant avec les principes affirmés pour la première fois après la chute du régime tsariste, lors du Concile de Moscou de 1917-1918, l'Eglise se veut indépendante du pouvoir civil. Et ce dans l'absolu. Aussi prend-elle également ses distances avec le mythe de la symphonie entre l'Eglise et l'Etat, vers lequel certains courants politiques russes, et pas forcément parmi les seuls monarchistes, tournent leurs regards non sans insistance. Enfin, en déclarant que dans l'absolu le système politique idéal est celui des Juges de l'Ancien Testament, ces chefs charismatiques choisis par la Providence, les évêques russes se gardent bien de trancher la question quant à l'avenir immédiat des institutions russes. Ils rendent une sorte de jugement de Salomon, en déclarant que, cet idéal politique n'étant plus réalisable, la monarchie est encore ce qu'il y a de mieux, mais que le système républicain n'est pas mal non plus. De la sorte, tout le monde y retrouve son compte. Une fois de plus, force est de constater l'habileté manœuvrière qui permet de satisfaire à la fois les autorités en place, tout en donnant des gages aux courants conservateurs et monarchistes minoritaires, insignifiants dans la société russe, mais très remuants dans l'Eglise.

Après ces déclarations de l'assemblée de l'épiscopat, la balle est dans le camp des autorités civiles. Il convient de voir comment ces dernières vont réagir. Selon le site d'information religieuse russe sur Internet *Sobornost'*, généralement bien informé, ces passages de la doctrine sociale ainsi que la lettre ouverte adressée à l'issue de l'assemblée par les évêques au président Poutine pour exiger la restitution de tous les biens confisqués à l'Eglise sous le précédent régime ont fait l'effet d'une bombe dans les couloirs du Kremlin et les rumeurs de limogeage des responsables de la politique reli-

gieuse au sein de l'équipe présidentielle ont montré que les dirigeants accusaient le coup. La presse n'a pas manqué d'insister sur l'absence remarquée du président Poutine lors de la cérémonie de dédicace solennelle de la cathédrale du Christ-Sauveur à Moscou, le 19 août, au lendemain de l'assemblée épiscopale. Il nous semble toutefois difficile d'interpréter cette absence comme un signe de mécontentement à l'égard de la hiérarchie ecclésiale. Il est plutôt probable qu'en plein drame du sous-marin « Koursk », Vladimir Poutine a préféré s'abstenir de participer à toute manifestation festive de manière ostentatoire. Par contre, le 20 août, il recevait de manière moins médiatique l'ensemble des évêques de l'Église russe pour une réunion de travail au Kremlin au cours de laquelle tous ceux qui le souhaitaient purent prendre la parole pour exprimer leurs attentes et leurs inquiétudes au sujet de la Russie à partir de l'expérience qu'ils ont sur le terrain en tant qu'évêques diocésains<sup>16</sup>.

Ainsi voyons-nous se dessiner à l'horizon une nouvelle forme de relation entre l'Église, l'Etat et la société, relation qui ne serait basée ni sur la symphonie byzantine de l'époque tsariste ni sur le compromis et la soumission de l'époque soviétique, mais sur l'idée de partenariat où la Russie puiserait les ressources pour trouver une troisième voie. C'est à cette solution originale, mais loin d'être acquise — ne serait-ce que du fait du faible niveau de connaissances théologiques tant parmi le clergé que parmi les laïcs, ce qui constitue un obstacle majeur à un engagement plus significatif de l'Église dans la vie publique — que faisait référence le père Vsevolod Tchaplina, lors d'un colloque organisé par l'Institut d'études bibliques Saint-André de Moscou et le Calvin College de Grand Rapids (Michigan, Etats-Unis) sur le thème « Le nouveau religieux et la naissance de la démocratie en Russie » et réuni à Oujskoïé, en mai 2000. « Aujourd'hui nous avons un certain nombre de prêtres et de laïcs qui soutiennent qu'une monarchie orthodoxe est la seule forme de pouvoir possible pour la Russie, mais il y a également un nombre appréciable de personnes, dans l'ensemble des adhérents des partis chrétiens-démocrates, qui estiment que notre doctrine sociale doit s'inspirer du modèle occidental. Mais la vie démontre que la théologie sociale orthodoxe russe doit chercher sa propre voie, une voie originale », avait-il notam-

---

16. Cf. SOP, n° 251, septembre-octobre 2000, p. 2-3.

ment déclaré<sup>17</sup>. Le tracé de cette voie a été dessiné lors de la dernière assemblée plénière de l'épiscopat, il faut maintenant que l'Eglise mette en œuvre les mesures préconisées et qu'elle donne des signes de son indépendance vis-à-vis de l'Etat. Les prises de positions récentes de l'Eglise russe sur la Tchétchénie tout comme lors de la crise yougoslave n'ont illustré ni l'esprit d'indépendance ni la volonté de partenariat de la hiérarchie, mais plutôt l'attitude traditionnelle de soumission vis-à-vis du gouvernement<sup>18</sup>. La sécularisation qui a mis quatre cents ans à s'effectuer en Occident a été accomplie en soixante-dix ans en Russie. Une telle fracture ne peut laisser de traces. La notion de symphonie des pouvoirs entre l'Eglise et l'Etat, telle qu'elle a été appliquée à Byzance et dans la Russie médiévale, semble avoir la faveur de nombreux Russes aujourd'hui, mais elle ne constitue guère plus qu'une forme de nostalgie du passé impérial aujourd'hui révolu. Un autre élément fondamental de l'ecclésiologie orthodoxe, constitué par la notion de conciliarité (*sobornost'*), fournit une perspective plus constructive pour résoudre les problèmes existant à l'intérieur même de l'Eglise ainsi que dans les relations entre l'Eglise et l'Etat. D'une manière paradoxale, l'Eglise occidentale dont la structure est très hiérarchique a dû s'adapter face à l'émergence des institutions politiques démocratiques, tandis que les Eglises orthodoxes qui se réclament du principe de la conciliarité ont dû subir une succession de régimes autoritaires ou totalitaires. Ce paradoxe s'explique en Russie par le poids du collectivisme dans les mentalités dont il est aujourd'hui indispensable de se débarrasser au profit d'un personnalisme chrétien qui seul peut assurer le respect de la liberté individuelle et celui de la personne. Pour construire un tel personnalisme, l'orthodoxie russe devra revisiter les pistes d'un humanisme chrétien telles qu'elles avaient été tracées à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle en Russie par des philosophes comme Vladimir Soloviev et Serge Boulgakov. Malheureusement, le régime

---

17. Cf. SOP, n° 250, juillet-août 2000, p. 8.

18. Contrairement à la première campagne militaire de Tchétchénie (1994-1996), lors de laquelle il avait appelé à la paix à deux reprises, le patriarche Alexis II a d'emblée fait sienne la thèse des autorités politiques russes pour justifier leur deuxième campagne dans la République indépendantiste du Nord-Caucase, appelant à la restauration « de la loi et de l'ordre » et apportant son « soutien aux objectifs anti-terroristes que les autorités russes ont fixés à l'armée et aux organes de sécurité ». SOP, n° 243, décembre 1999, p. 7.

totalitaire soviétique a non seulement influencé les structures administratives du patriarcat de Moscou, mais aussi la manière de penser de la hiérarchie, qui est de ce fait plus réceptive à un pouvoir de type oligarchique plutôt que démocratique, d'où ses difficultés à mettre en place une véritable conciliarité à tous les niveaux de l'Église comme l'avait prôné le grand concile de Moscou de 1917-1918<sup>19</sup>. Il y a là un enjeu d'ordre non seulement administratif, mais aussi ecclésiologique, politique et sociologique, si l'Église orthodoxe veut véritablement devenir en Russie un acteur de la vie publique, jouant pleinement son rôle au sein de la société, et non pas se transformer en une pièce de musée culturelle nationalo-patriotique. Le véritable danger, ce ne sont pas les missionnaires catholiques ou évangéliques, car jamais la Russie ne deviendra un pays catholique ou protestant, mais c'est le repli de l'orthodoxie russe sur elle-même.

*Université de Nancy II*

---

19. Il est symptomatique qu'au lieu du concile général (avec la participation de délégués clercs et laïcs de chaque diocèse) qu'il avait annoncé, le patriarcat n'ait finalement convoqué qu'une simple assemblée plénière de l'épiscopat dont les débats se tiennent à huis clos et où la marge de manœuvre entre gens du sérail est assurée d'avance. D'ailleurs la nouvelle version des statuts de l'Église russe remplace la convocation régulière des conciles tous les cinq ans, par une convocation « quand le besoin s'en fera sentir ».